

THAÏLANDE : FICHE PAYS – JUILLET 2025



Catégorie OCDE (2025) : 3/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BBB+ / Baa1 / BBB+

Change : Baht (THB) / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : baisse des GES de 20 % d'ici 2030

FORCES

- Economie et exportations diversifiées
- Demande et marché domestiques en développement
- Niveau élevé des réserves de change

FAIBLESSES

- Fort endettement des ménages
- Faible part de la main d'œuvre qualifiée
- Inégalités de revenus entre ruraux et urbains
- Equilibre politique fragile

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Les perspectives de croissance sont revues à la baisse pour 2025-2026 (croissance ramenée à moins de +2 % selon les prévisions, contre près de +3 % précédemment) en raison de la très forte exposition aux aléas commerciaux dans le contexte de la hausse des droits de douane aux Etats-Unis. En complément des mesures à destination de la consommation privée, les autorités renforceraient leur politique de soutien à l'activité. A moyen terme, la croissance serait portée par la stratégie « Thailand 4.0 » ainsi que par la montée en gamme du secteur automobile et des technologies (IA, cloud). Le vieillissement de la population et l'endettement privé élevé (172 % du PIB) devraient en revanche constituer des défis de taille à plus long terme.
- Vulnérabilité des comptes publics : Les politiques de soutien conduiraient à un creusement du déficit public en 2025 (-3,1 % du PIB selon le FMI). La dette public (64 % du PIB) reste inférieure au plafond autorisé (70 % du PIB) et apparaît comme soutenable.
- Vulnérabilité extérieure : Le redressement attendu du tourisme en 2025 devrait être insuffisant pour compenser un recul de l'excédent commercial dans le contexte de guerre commerciale et l'excédent courant diminuerait (+1,2 % du PIB selon le FMI). Depuis mi 2024, Baht connaît une période d'appréciation face à l'USD (+11 %), une tendance qui pourrait s'inverser en fonction de l'évolution de la situation macro-financière aux Etats-Unis. Les réserves de change atteignent le niveau confortable de 10 mois d'importations.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le système bancaire thaïlandais affiche une forte résilience. Confronté à un mouvement de restructuration d'une partie de la dette des ménages, le secteur a tendance à resserrer ses conditions d'octroi de crédit. Le niveau de profitabilité est confortable mais pourrait diminuer du fait de la baisse des taux d'intérêt en 2025.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Le climat politique est à la fois très tendu et incertain, avec un risque non négligeable de chute du gouvernement actuel. Le pays fait aussi face à une hausse des tensions à sa frontière avec le Cambodge. Les négociations d'accord de libre-échange avec l'Union Européenne pourraient être perturbées par les orientations de la politique locale.
- Climat des affaires : Le pays affiche de faibles scores en termes de gouvernance mais reste attractif en termes d'IDE et va probablement revoir sa politique de plafond à 49 % dans des *joint ventures* pour les investisseurs étrangers.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le niveau de risque physique est modéré à ce stade. Le pays s'est engagé à réduire de 20 % ses gaz à effet de serre d'ici 2030. Le pays souhaite augmenter la part des énergies renouvelables via l'énergie solaire et éolienne.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Etats-Unis	16,6%	1 Chine	24,6%
2 Chine	12,4%	2 Japon	11,4%
3 Italie	8,8%	3 Etats-Unis	6,3%
4 Allemagne	4,4%	4 Taïwan	4,9%
25 France	0,7%	23 France	1,0%

Source : ITC

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Machines électriques	17,8%	Machines électriques	21,2%
Machinerie mécanique	16,0%	Combustibles	16,7%
Véhicules	11,2%	Machinerie mécanique	11,7%
Caoutchouc	6,4%	Métaux rares	6,7%
Métaux rares	6,0%	Acier, fer	3,6%

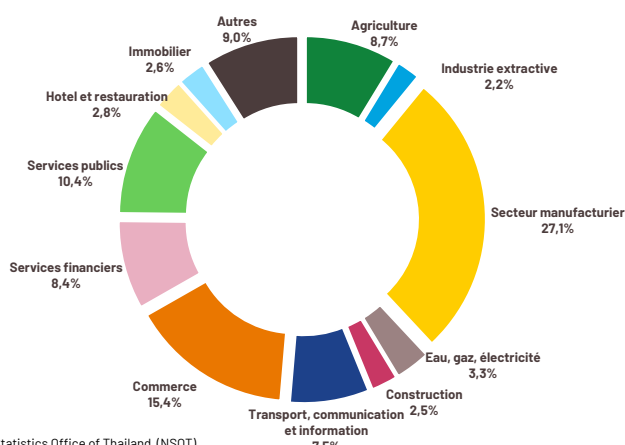
Sources : ITC

TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

THAILANDE	2021	2022	2023	2024	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	506	496	516	526	546	557
Rang PIB mondial	26	30	30	28	NA	26
Population (Mns)	70,0	70,1	70,2	70,3	70,3	70,4
Rang Population mondiale	20	20	20	20	NA	20
PIB / habitant (USD)	7 236	7 073	7 351	7 492	7 767	7 912
Croissance PIB (%)*	1,5	2,6	2,0	2,7	1,8	1,7
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,2	6,1	1,2	0,4	0,7	0,9
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	74,6	72,5	73,0	72,1	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)***	58,7	60,5	62,4	63,2	64,4	66,0
Solde public (% PIB)***	-6,7	-4,6	-2,0	-1,3	-3,1	-4,5
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	6,4	6,8	5,7	5,6	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-2,1%	-3,5%	1,4%	2,1%	1,2%	1,2%
IDE (% du PIB)	0,8%	-0,8%	1,4%	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)	12,3	11,3	11,1	11,1	10,7	10,2
Dette extérieure totale (% PIB)*	38,2%	40,3%	37,8%	33,8%	38,2%	35,7%
Dette extérieure CT (% PIB)*	12,5%	11,0%	15,0%	14,9%	16,4%	15,7%
Taux de change**	31,9	35,0	34,8	35,2	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés**	19,6	19,1	19,3	19,9	NA	NA
Taux de NPL**	3,1	2,9	2,7	2,8	NA	NA
ROE**	6,8	8,5	8,9	9,4	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	118	116	112	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	63	60	62	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	102	89	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	18	29	37	34	23	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 04/2025), *Banque Mondiale, **BoT, ***MoF a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

Thaïlande : Part des secteurs dans le PIB (2022)



Sources : National Statistics Office of Thailand (NSOT)



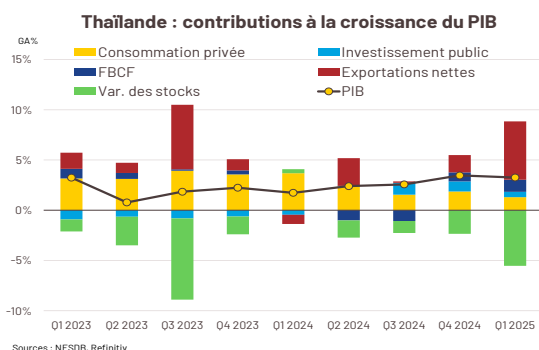
1. SITUATION ECONOMIQUE

• Rebond de l'activité en 2024

En 2024, la croissance thaïlandaise (+2,5 %) a principalement été portée par la consommation privée (+4,4 %), le pouvoir d'achat des ménages bénéficiant du soutien public (subventions sur les carburants et l'électricité, augmentation du salaire minimum). L'investissement privé a en revanche pâti de conditions d'accès au crédit bancaire moins favorables, ce qui a notamment pu peser sur le secteur manufacturier (repli de -0,5 % de la valeur ajoutée). Les exportations se sont intensifiées au S2, profitant du cycle de hausse de la demande mondiale pour les biens électroniques. Le redressement du tourisme se poursuit (+26 % du nombre de visiteurs sur un an) et le secteur pourrait renouer avec les niveaux pré-pandémiques en 2025.

• Droits de douane américains, une menace pour l'activité économique

Les perspectives de croissance ont été révisées de près de -1 ppt par les instituts de prévisions, à la suite des annonces sur les droits de douane américains¹. Si au T1 2025 les exportations ont fortement augmenté (cf. graphique ci-dessous), vers les Etats-Unis et la Chine (30 % du total des exports), ce phénomène correspond à des exportations par anticipation et n'aurait pas vocation à se prolonger au-delà du T2.



Les exportations (66 % du PIB) jouent un rôle prépondérant en Thaïlande, celles à destination des Etats-Unis représentant 10 % du PIB². Le gouvernement privilégie à ce stade la voie des négociations pour abaisser les droits de douane³, au risque de voir son secteur manufacturier se contracter davantage. L'enjeu consiste également à bénéficier de droits de douane plus compétitifs que les autres économies asiatiques, afin de continuer de profiter de la recomposition des chaînes de

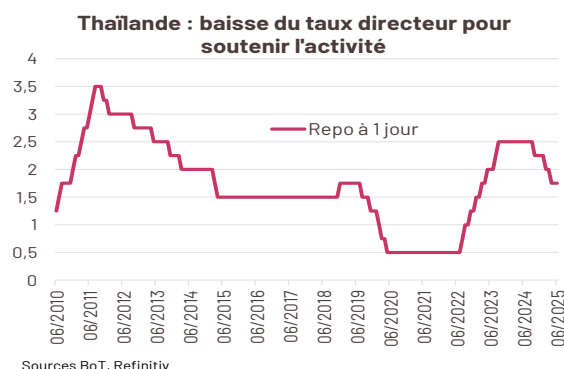
valeur mondiales (CVM), plus particulièrement dans le cadre de la stratégie « Chine+1⁴ », qui a stimulé les entrées d'investissements directs étrangers (IDE) ces dernières années (automobile, industrie verte).

Un autre risque concerne la compétitivité prix des biens thaïlandais sur le marché domestique en cas d'afflux de marchandises chinoises, en quête de débouchés alternatifs aux Etats-Unis. Confronté par le passé à ce type de problématique pour l'aluminium, d'autres catégories de biens pourraient être concernées (textile par exemple).

• Renforcement du soutien public

Dans un contexte international moins porteur (cf. *supra*), la Thaïlande enregistrerait un ralentissement de l'activité en 2025/2026, avec une croissance du PIB inférieure à +2 %, selon les principaux instituts de prévision.

La Banque centrale (BoT) est engagée dans un cycle d'assouplissement des conditions de financement (-75 ppb depuis le T3 2024) pour soutenir l'activité économique. Cela favoriserait un léger rebond de l'investissement privé, qui resterait toutefois contraint par l'évolution du dossier des droits de douane pour le secteur manufacturier. Un programme de prêts bonifiés pour les entreprises exportatrices a été mis en place. De plus, la Thaïlande étant en proie à un endettement privé très significatif (171,3 % du PIB, cf. partie bancaire), les banques ont tendance à resserrer leurs conditions d'octroi de crédit, ce qui limiterait l'effet positif de la baisse des taux.



La Thaïlande devrait en revanche bénéficier d'un renforcement du soutien public. Celui-ci reposera sur une hausse de l'investissement public (+3,5 % en 2025 selon la Banque Mondiale) avec la réalisation de projets d'infrastructures (port de Laem Chabang, ferroviaires, routes, eau), qui bénéficieront de plus du report d'une

¹ 10 % jusqu'au 9 juillet puis 36 % sans accord après cette date. Un taux très élevé sachant que le différentiel de droits de douane était initialement de 5,3 ppt (moyenne pondérée) avec les Etats-Unis.

² Les Etats-Unis captent près de 40 % des exportations de vêtements, près de 30 % pour les biens électriques/électroniques, les machines mécaniques, et près de 25 % du caoutchouc et de l'aluminium.

³ Vers une réduction des droits de douane sur les importations américaines, hausse des importations de produits agricoles et de gaz américain, commande dans le secteur aérien (Boeing) et militaire (avion F-16), engagement à augmenter la part produite localement (et non plus en Chine) dans les exportations vers les Etats-Unis, etc.

⁴ Stratégie d'entreprises visant à diversifier les CVM, en relocalisant la production hors de Chine.



partie des dépenses du précédent Budget⁵. En outre, la consommation privée bénéficierait de plusieurs mesures, tant pour soutenir les achats de véhicules électriques que via le programme « Digital Wallet »⁶, dont les effets sur la réduction de la pauvreté seraient notables, selon la Banque Mondiale⁷. La 3^e et dernière phase de ce programme a toutefois été reportée et les montants prévus restants pourraient être réalloués pour soutenir les activités fragilisées par les droits de douane.

- **Un système bancaire résilient à ce stade**

Après avoir lancé un moratoire⁸, un programme d'allègement et de restructuration de la dette des ménages (89,3 % du PIB) a été mis en place par les autorités. Cela a amené les banques à revoir leurs conditions de prêts, afin de limiter leur exposition. Ce resserrement concerne également les PME, pour qui le taux de prêts non performants augmente (NPL à 7 %). Les banques restent toutefois bien capitalisées et les NPL (2,8 % au T1 2025) sont couverts à 170 %. Les stress test de 2024 attestent du niveau solide du capital réglementaire et de liquidités du système bancaire. La rentabilité atteint un niveau acceptable mais pourrait se réduire dans un contexte de taux d'intérêt plus bas.

- **Perspectives à moyen terme**

Les autorités ont lancé en 2016 la stratégie « Thaïlande 4.0 » pour moderniser les infrastructures (portuaires, ferroviaires, routières), dont la seconde phase a débuté en 2020 (40 Md USD). Le corridor économique oriental (ECC)⁹ et le développement d'autres zones économiques spéciales dans le sud du pays sont également au centre de la stratégie économique du pays. Le pays ambitionne de devenir un hub économique régional d'ici 2037, notamment dans les technologies de pointe¹⁰, ce qui nécessitera un renforcement continu du climat des affaires¹¹ pour stimuler les IDE. Le secteur automobile, auparavant dominé par les constructeurs japonais (85 % des ventes), connaît avec le virage vers la production de véhicules électriques et s'accompagne d'une hausse des IDE chinois¹². 15 Md USD seront également consacrés au développement de l'intelligence artificielle et du *cloud*, via la construction de centres de

données mais aussi via des dépenses pour former la main d'œuvre.

Le faible niveau de qualification de la main d'œuvre est une fragilité structurelle qui pèse sur la productivité du pays. A l'instar du niveau élevé d'endettement des ménages (cf. *supra*), le vieillissement de la population constitue également un frein à la croissance¹³.

2. FINANCES PUBLIQUES

Réputée pour sa gestion des finances publiques (déficit public de -0,1 % du PIB en moyenne durant les années 2010), la Thaïlande a néanmoins enregistré une succession d'événements adverses depuis 2020 (crise sanitaire, inflation, tourisme chinois en berne, volatilité de la situation politique¹⁴), ce qui a pesé sur ses équilibres budgétaires. Les autorités vont renforcer leur politique de soutien à l'activité en 2025 (cf. Partie 1) et le déficit se creuserait à près de -3 % du PIB en 2025 puis -4,5 % en 2026 selon le Ministère des Finances. Le gouvernement a exprimé sa volonté de retrouver un équilibre budgétaire d'ici 2028, un objectif qui semble difficilement atteignable au vu du rythme des dépenses et de la faiblesse des recettes¹⁵.

Après une hausse de 22 pts depuis 2019, la dette publique convergerait vers 68 % du PIB à moyen terme selon le FMI, un niveau inférieur au plafond de 70 % du PIB autorisé par le gouvernement. Par ailleurs, le profil de la dette s'améliore avec une faible exposition au risque de change et de refinancement.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un excédent commercial menacé en 2025**

Le pays dégage un excédent structurel¹⁶ qui a eu tendance néanmoins à se réduire post pandémie avec la lente reprise des activités de tourisme (cf. graphique). Le pays renouerait en principe avec un excédent de la balance des services en 2025¹⁷, avec des mesures pour attirer les touristes chinois. L'excédent commercial devrait en revanche diminuer avec le ralentissement attendu de la demande mondiale (cf. Partie 1) et

⁵ 7 mois de retard pour le décaissement du Budget 2024 (l'année fiscale est d'octobre à septembre en Thaïlande) avec un report en fin d'année civile et donc sur l'exercice budgétaire suivant.

⁶ Initialement, l'objectif était d'envoyer l'équivalent de 300 USD numériques à 45 millions de personnes à faibles revenus pour soutenir leurs revenus. Le dispositif a finalement concerné près de 18 millions de personnes (pour un coût total de près de 1 % du PIB, contre 2,4 % annoncé), n'a pas été sous forme numérique et l'impact sur la consommation serait décevant, une partie des fonds ayant servi à rembourser des emprunts plutôt qu'à stimuler la consommation.

⁷ En baisse à 8,4 % le taux de pauvreté pourrait diminuer jusqu'à -3 ppts supplémentaire grâce au programme.

⁸ Moratoire sur les dettes à 630 000 débiteurs pour un montant total de 6,3 Md THB et suspension du remboursement de la dette de millions d'agriculteurs pendant trois ans.

⁹ L'ECC couvre trois provinces (Chonburi, Rayong et Chachoengsao)..

¹⁰ Robotique, aviation, biocarburants, biochimie, agro-industrie.

¹¹ Incitations fiscales, facilitation pour les partenariats public-privé déjà mises en place et projet de suspendre le plafond de détention de 49 % dans des *joint ventures* pour des investisseurs étrangers.

¹² Arrivée de plusieurs constructeurs chinois (BYD, Chery, Changan).

¹³ Selon l'institut local Kasikan Research Center, au moins 20 % de la population pourrait avoir plus de 69 ans d'ici 2029, augmentant ainsi le taux de dépendance à moyen terme

¹⁴ Le retard de la formation du gouvernement a provoqué des retards pour valider et exécuter le Budget 2024.

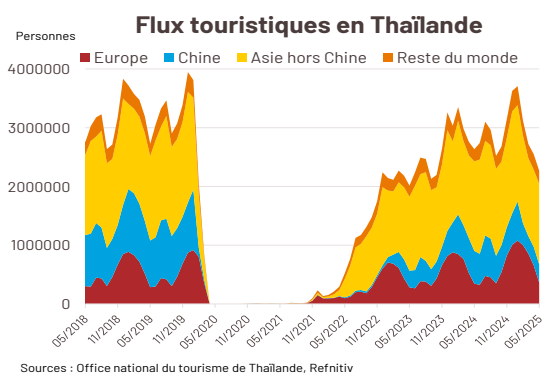
¹⁵ 21 % du PIB contre 26 % en moyenne dans les pays émergents.

¹⁶ +4 % du PIB en moyenne depuis dix ans.

¹⁷ +2,1 % du PIB en moyenne avant la pandémie.



potentiellement en réaction aux tensions avec le Cambodge¹⁸ (cf. Partie 4). Celles-ci ont néanmoins affiché une dynamique soutenue au T1 2025 (caoutchouc, électroniques, machines mécaniques). La hausse des pressions liées à la concurrence internationale pourrait également peser sur certaines exportations (riz avec l'Inde, chimie et acier avec la Chine par exemple). Le FMI table sur un excédent courant de +1,2 % du PIB en 2025.



• Volatilité du Baht thaïlandais

Le pays attire des capitaux étrangers élevés, que cela soit sous forme d'IDE¹⁹ ou d'investissements de portefeuille. Ces derniers l'exposent néanmoins lors de phases de stress financier²⁰, le dernier en date ayant lieu entre 2023 et le S1 2024 avec -84 Md USD de flux de capitaux nets sortants du pays. Durant cette période, des tensions sur le Baht (-6,7 % de sa valeur face à l'USD) ont été enregistrées, à l'instar d'autres devises émergentes et asiatiques, en réaction au cycle d'ajustement des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Depuis le T3 2024, le Baht s'est apprécié de +13 % face à l'USD mais trois principaux éléments pourraient mener à une stabilisation voire à un renversement de cette tendance : i) le creusement du différentiel de taux d'intérêt par rapport aux Etats-Unis alors que la BoT réduit ses taux ii) le ralentissement des échanges commerciaux (cf. Partie 1), iii) une nouvelle phase d'instabilité politique (cf. Partie 4). Les trajectoires budgétaire, d'inflation et des taux d'intérêt aux Etats-Unis seront également déterminants en 2025-2026 pour déterminer les mouvements du Baht.

La Thaïlande dispose de réserves de change très confortables, les plus importantes de l'ASEAN-5, supérieures à 10 mois d'importations.

4. ASPECTS POLITIQUES

La Thaïlande est une monarchie constitutionnelle qui a subi ses 11^e et 12^e coups d'Etat en 2006 et en 2014. Depuis lors, l'emprise de la junte militaire sur le paysage politique est restée présente, notamment au sein du Sénat²¹, chambre haute du parlement qui forme avec la Chambre des Représentants (CDR), le Parlement.

Après des élections législatives mouvementées en 2023, le parti progressiste Move Forward²², en tête aux élections, a fini exclu de sa propre coalition et son ancien allié le Pheu Thai Party (PTP, 141 sièges) a finalement formé une coalition avec des partis rivaux (dont le Phalang Prachanat (PP)²³,). À la suite d'un scandale liant les tensions avec le Cambodge (échanges de tirs en mai dans une zone contestée depuis 1907) à la Première Ministre P. Shinawatra²⁴ (PTP), cette dernière a été suspendue de ses fonctions par la Cour Constitutionnelle. Dans le même temps, la coalition menée par le PTP a été fragilisée depuis que le parti Bhumjaithai l'a quittée en juin. La chute du gouvernement semble inéluctable et laisse place à une forte incertitude où plusieurs scénarios sont plausibles²⁵. La Thaïlande pourrait connaître une nouvelle phase de crise politique.

La Thaïlande est attentive à l'évolution de la situation de guerre civile au Myanmar, plus particulièrement dans le cadre de la gestion des réfugiés. Les tensions politiques locales et les relations renforcées avec la Chine²⁶ peuvent constituer des sources de tensions avec les Etats-Unis et l'Union Européenne, avec qui le pays espère négocier un accord de libre-échange. La Thaïlande est devenue une nation partenaire des BRICS et souhaite par ailleurs intégrer l'OCDE à moyen terme.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Thaïlande se classe 89^e au classement de vulnérabilité ND-Gain, soit un niveau de risque physique modéré à élevé (sécheresses, niveau de la mer, accès à l'eau potable).

Très dépendante des énergies fossiles, la Thaïlande s'est engagée dans le cadre des accords de Paris à réduire de 20 % ses émissions de GES d'ici 2030 par rapport à une situation de statu quo.

¹⁸ 11^e partenaire à l'export (2,7 % des exportations).

¹⁹ Le stock représente 61 % du PIB, plus haut niveau au sein de l'ASEAN-5.

²⁰ Crise asiatique en 1997, *Fed Tapering* en 2013, Coups d'Etat en 2006 et en 2014.

²¹ Le Sénat est composé de 250 sénateurs nommés en 2019 par le Conseil National pour la Paix et l'Ordre, la junte militaire dirigée par le général P. Chan-o-cha depuis le coup d'Etat en mai 2014. L'influence militaire est donc encore importante lors de vote. Le CDR compte quant à lui 500 sièges élus au suffrage universel.

²² Le Sénat s'est opposé à la candidature de Limjaroenrat, leader de MF, au poste de Premier Ministre, avant d'être poursuivi pour crime de lèse-majesté, fortement réprimé en Thaïlande, avant que le parti soit dissous et se reconstitue sous un autre nom.

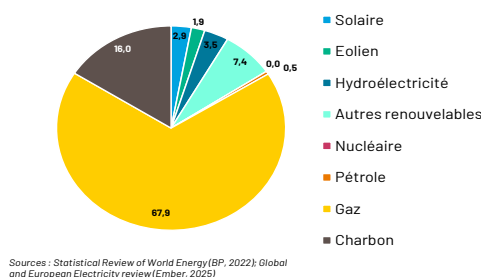
²³ Proche historiquement des positions de l'armée.

²⁴ Fille de l'ancien Premier Ministre Thaksin S. exilé durant quinze ans.

²⁵ Allant de la formation d'une nouvelle coalition avec le Bhumjaithai à des élections anticipées voire à un risque de Coup d'Etat.

²⁶ À la suite de l'expulsion vers la Chine de demandeurs d'asile Ouïghours en février 2025.

Thaïlande : production d'électricité par sources, en % (2023=190,49 TWh)



Le pays s'est également fixé l'objectif de porter la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité à 30 % d'ici 2026 (~15 % aujourd'hui) en développant notamment les énergies solaire et éolienne.

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.